



UNECE



unesco

3-5 MAI 2023, OUAGADOUGOU

COORDINATION DES RÉPONSES AU NIVEAU DU BASSIN ET IDENTIFICATION DES LACUNES COMMUNES GRÂCE AUX QUESTIONNAIRES / RAPPORTS SUR 6.5.2



Tatiana Dmitrieva, UNESCO

Sarah Tiefenauer-Linardon, CEE-ONU

Atelier régional sur le processus d'adhésion, de ratification et de mise en œuvre des Conventions sur les eaux partagées de surface et souterraines



Quel est l'intérêt de coordonner les réponses?



UN WATER
INTEGRATED MONITORING
INITIATIVE FOR SDG 6

SDG INDICATOR 6.5.2
TRANSBOUNDARY WATER COOPERATION

La coordination sur l'ODD 6.5.2 entre les pays partageant le(s) même(s) cours d'eau, lac(s) ou aquifère(s) transfrontière(s) présente plusieurs avantages :



Elle aide les pays à parvenir à une compréhension commune des données de base ou de la nécessité de combler les lacunes



Elle permet d'améliorer la qualité générale des données sur l'indicateur 6.5.2



Elle permet d'évaluer la coopération et ses aboutissements au sein d'un bassin versant ou d'un aquifère, en examinant conjointement la partie II du rapport et en l'utilisant comme liste de contrôle pour

- permettre aux pays de parvenir à une compréhension commune des défis, des opportunités et des priorités pour le cours d'eau, le lac ou l'aquifère
- offrir l'occasion aux pays de définir des objectifs communs



À NOTER !

En vertu de l'indicateur 6.5.2 des ODD, les pays sont invités à établir des rapports au niveau national. Bien que la coordination soit utile et mérite d'être encouragée, les pays peuvent en définitive avoir des points de vue divergents concernant leurs eaux transfrontières et peuvent donc soumettre des données et des informations différentes.



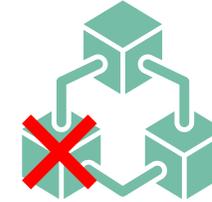
UNECE



unesco

Pourquoi mettre l'accent sur la coordination ?

- De **bons exemples** de coordination entre pays se dégagent des **collectes de données de 2017 et 2020**.
- **Cependant**, dans d'autres cas, fournir une analyse au niveau du bassin sur l'indicateur 6.5.2 s'est révélé difficile en raison de **lacunes et divergences dans les rapports nationaux**.
- Ces divergences découlent de l'utilisation de **sources de données ou méthodes de calcul différentes**.
- La nature dissimulée des aquifères est un facteur de complexité supplémentaire et **l'identification, la délimitation et/ou la reconnaissance** de leur nature transfrontière peut **varier considérablement**.



Parmi les divergences les plus courantes :

- les pays ne recensant pas les mêmes cours d'eau, lacs ou aquifères comme étant partagés
- les pays ne recensant pas le(s) même(s) arrangement(s), et
- les pays ne sont pas d'accord quant à savoir si les quatre critères d'opérationnalité ont été remplis ou non

EXPÉRIENCES DE COORDINATION

SUÈDE

La préparation du 2^e rapport coordonnée par l'Agence suédoise pour la gestion des zones marines et des ressources en eau (SAMWM)

Étapes de la coordination :

- réponse au projet de questionnaire par un groupe de travail de la SAMWM
- des réunions consultatives en ligne avec les pays voisins (la Norvège et la Finlande)
- des consultations avec les conseils administratifs des comtés ayant des eaux transfrontières concernant la partie II
- des consultations avec la Commission finno-suédoise des cours d'eau transfrontières concernant la partie II



TOGO

La préparation du 2^e rapport coordonnée par la Direction des ressources en eau

Étapes de la coordination :

- élaboration de la première version du rapport par la Direction des ressources en eau, en s'appuyant sur la documentation disponible
- partage de la première version du rapport avec des points focaux au niveau des principales institutions concernées, y compris:
 - les Directions exécutive des Autorités des Bassins de la Volta et du Mono
 - la Direction Générale de l'Eau de la République du Bénin.
- Recueil et prise en compte des observations, amendements et apports ou compléments d'informations des institutions consultées et finalisation du rapport.



De quelle manière les pays peuvent-ils se coordonner – une liste de contrôle



Coordinateur / correspondant national chargé de l'indicateur 6.5.2

- échanger des projets de rapports avec les pays voisins partageant des eaux transfrontières
- consulter les rapports antérieurs des pays voisins partageant des eaux transfrontières²
- rapport sur les actions coordonnées menées dans le cadre du rapport national



Secrétariat ou représentant du pays d'un organisme de bassin ou d'un mécanisme conjoint, y compris les commissions bilatérales

- prévoir la prochaine réunion de l'organisme de bassin ou une réunion similaire pour inclure le rapport 6.5.2 comme point de l'ordre du jour, ou convoquer une réunion spécifique
- passer en revue la partie II du modèle de rapport pour votre bassin et se concerter avec les pays



Membre d'un service géologique national disposant d'informations

- s'enquérir de la bonne intégration des aquifères transfrontières dans les rapports nationaux, en particulier lorsque des projets techniques ont eu lieu entre les pays en vue de caractériser les aquifères transfrontières



Membre d'une organisation, d'une ONG ou d'une autre institution impliquée dans la coopération dans le domaine des eaux transfrontières

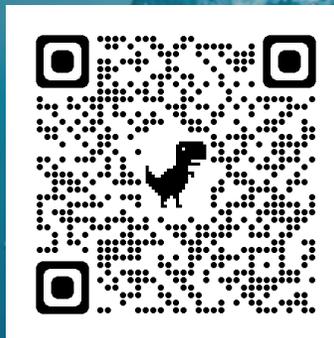
- conformément à son mandat, promouvoir la coordination entre les pays, en particulier lorsque les organismes de bassin ou structures similaires font défaut, en organisant des ateliers ou d'autres événements sur l'indicateur 6.5.2



LES AQUIFÈRES TRANSFRONTIÈRES : UN CAS PARTICULIER

- Ils **requièrent une attention particulière** - ils sont souvent plus complexes à évaluer que les bassins de cours d'eau et de lacs
- Le manque de **reconnaissance de leur nature transfrontière** par les pays vient ajouter une complexité supplémentaire
- **Faire appel à des connaissances spécifiques** - par le biais d'études géologiques, ou d'encourager les organismes de bassin à mieux intégrer les eaux souterraines et les aquifères dans leur travail

Les bases de données mondiales peuvent constituer une source de données utile – voir la carte des aquifères transfrontières du monde préparée par l'IGRAC et le PHI de l'UNESCO (<https://qgis.un-igrac.org>).



UNECE



unesco

Exemple d'intégration des aquifères transfrontières dans le travail des organismes de bassin

Systeme aquifere transfrontier de Stampriet (STAS)
(Botswana, Namibie, Afrique du Sud)

- Etablissement d'un mecanisme de cooperation multi-pays (STAS-MCCM) au sein du Comite d'hydrologie des eaux souterraines de la Commission de la riviere Orange-Senqu (ORASECOM), qui facilite l'application de la GIRE
- Vision a long terme : passer de la collecte et de l'echange de donnees a l'elaboration conjointe de strategies communes et de conseils aux pays riverains
- Rapport sud-africain examine specifiquement l'integration des aquiferes partagees dans les arrangements de bassin fluvial existants

Sur quelles données et informations la coordination doit-elle se focaliser ?



Les questions fondamentales à prendre en compte sont les suivantes :

- Les **mêmes bassins de cours d'eau et de lacs et aquifères transfrontières** sont-ils recensés par tous les pays qui les partagent ?
- Les **mêmes arrangements de coopération dans le domaine des eaux transfrontières** sont-ils mentionnés ?
- Les rapports nationaux indiquent-ils de manière uniforme si un cours d'eau, un lac ou un aquifère est couvert par un **arrangement opérationnel** ? Tous les rapports nationaux correspondants s'accordent-ils sur le fait :
 - qu'un organe commun a été ou non créé ?
 - que des données et des informations sont échangées chaque année ?
 - que des réunions ont lieu chaque année ?
 - que des plans de gestion conjoints ou coordonnés ou un instrument similaire ont été établis ?



À NOTER !

Les rapports nationaux offrent également aux pays l'occasion d'inclure des déclarations conjointes sur l'état de la coopération, d'exprimer leurs points de vue communs concernant les réalisations et les défis, ou de souligner toute divergence d'opinion. Ces déclarations peuvent être ajoutées dans les zones de texte libres des questions spécifiques, dans les Informations complémentaires de la partie I, ou dans la partie IV.



UNECE



unesco



Helpdesk



UNECE:

transboundary_water_cooperation_reporting@un.org



UNESCO:

transboundary_water_cooperation_reporting@unesco.org

Sites web dédiés à l'indicateur 6.5.2

CEE-ONU



UNESCO



ONU-Eau



Documents de support



UN WATER

INTEGRATED MONITORING INITIATIVE FOR SDG 6

**SDG INDICATOR 6.5.2
TRANSBOUNDARY WATER COOPERATION**

UNECE **UNESCO**

Opportunities to coordinate with neighboring countries when completing the SDG indicator 6.5.2 national report

Why coordinate?

While SDG indicator 6.5.2 invites countries to submit national reports, 6.5.2 coordination between countries sharing the same transboundary river(s), lake(s) or aquifer(s) has several benefits, including the following:

- Help countries reach a common understanding on basic data or the need to address gaps
 - Identifying different views on cooperation in a basin, e.g. the operationality criteria, can provide a basis for discussing and agreeing on joint action. This has proven especially beneficial in relation to transboundary aquifers, where commonly agreed data may be absent. Even agreeing 'interim data' can help raise the profile of an aquifer, address confusion and in turn help attract external assistance.
- Improve the overall quality of 6.5.2 data
 - Providing consistent data for the entire basin leads to better analysis of 6.5.2 data at basin, regional and global levels and offers more informed and persuasive policy recommendations.
- Particularly in the absence of a joint body, evaluate cooperation and its outcomes within a river basin or aquifer, jointly reviewing Section II of the report and using it as a checklist. This in turn may:
 - allow countries to reach a common understanding of the challenges, opportunities and priorities for the river, lake or aquifer; and
 - provide an opportunity for countries to set common targets, such as the development of a new or revised agreement, the establishment or renovation of a joint institutional body, or the adoption of a basin management plan.

NOTE! The SDG indicator 6.5.2 asks countries to report at the national level. While coordination is useful and should be encouraged, countries may ultimately have different views on their transboundary waters and may therefore submit different data and information.

Why the focus on coordination now?

Good examples of co-ordination between countries exist from the 2017 and 2020 data drives such as the experience of Sweden (see text box). Other examples include the countries of the Danube and Rhine where the respective basin commissions played a key role in coordinating inputs of riparian countries. However, in other cases it has been difficult to provide basin level analysis on 6.5.2 due to gaps and discrepancies in the national reports. Common discrepancies include countries not listing the same rivers, lakes or aquifers as shared, countries not listing the same arrangements, and countries not agreeing whether or not the four criteria for operationality have been met. These discrepancies arise due to the use of different data sources or calculation methods. The hidden nature of aquifers adds complexity and the identification, delineation and/or recognition of their transboundary nature can vary greatly.

6.5.2 Coordination – the Swedish Experience

Preparation of the Sweden's 2nd national report was coordinated by the Swedish Agency for Marine and Water Management (SAMM). Steps taken to coordinate includes the completion of the draft questionnaire by a working group at SAMM; consultative meetings held online with neighbouring countries (Norway and Finland); consultations with administrative boards of counties with transboundary waters on section II; consultations with the Finnish-Swedish transboundary river commission on section II.

*For an arrangement for transboundary water cooperation to be operational a joint body must be established, data and information must be exchanged, and meetings must take place at least once a year, and a joint or coordinated management plan or similar instrument must be in place.

How can countries coordinate: a checklist

National 6.5.2 focal point / coordinator

- exchange draft reports with neighboring countries sharing transboundary waters
- consult past reports of neighboring countries sharing transboundary waters*
- report on the coordinated actions undertaken in the national report

Secretariat or Country representative of an RBO or joint mechanism, including bilateral commissions

- identify next meeting of RBO or similar where to include 6.5.2 reporting as an agenda item, or convene a dedicated meeting
- review section II of the reporting template for your basin and liaise with countries

Member of a National Geological Survey with information

- ensure about the proper integration of transboundary aquifers in the national reporting, especially when technical projects between countries to characterize transboundary aquifers took place

Member of organization, NGO or other institution involved in transboundary water cooperation

- based on mandate, promote co-ordination amongst countries, particularly where RBOs or similar do not exist, by running workshops or other events on 6.5.2

*All 6.5.2 national reports are available at un.water.un.org/national-country-reports-sdg-indicator-6.5.2

Transboundary aquifers: a special case

Transboundary aquifers require special attention as they are often more complex than river and lake basins to evaluate. The lack of recognition of their transboundary nature by countries adds further complexity. To effectively assess the indicator in relation to transboundary aquifers, it is necessary to involve specific knowledge, such as through geological surveys or encourage RBOs to better integrate groundwater and aquifers into their work. Global databases can be a useful source of data – see IGRAC and UNESCO-IHP's Transboundary Aquifers of the World map (www.un.org/water).

What data and information should coordination focus on?

There are benefits in countries coordinating on all SDG 6.5.2 data and information concerning a particular river, lake and aquifer, i.e. sections I and II of the report. However, even coordinating and consistently presenting core data and information will significantly improve opportunities for analysis of SDG indicator 6.5.2 at the basin level. Basic questions to consider are the following:

- Are the same transboundary river and lakes basins and aquifers listed by all countries sharing them?
- Are the same arrangements for transboundary water cooperation listed?
- Are national reports consistently reporting on whether a river, lake or aquifer is covered by an operational arrangement? Do all relevant national reports agree on whether:
 - a joint body has been established?
 - data and information is exchanged annually?
 - meetings take place annually?
 - joint or coordinated management plans or a similar instrument is in place?

NOTE! National reports also provide an opportunity for countries to include joint statements on the status of negotiations, progress, common views on achievements and challenges, or highlight any differences in opinion. These statements can be added in the free text boxes of specific questions, in the Additional information of Section I, or in Section II.

Helpdesk

UNESCO transboundary_water_cooperation_reporting@un.org transboundary_water_cooperation_reporting@unesco.org

Webpages on reporting – Indicator 6.5.2

www.un.org/water www.unesco.org

[@UNESCOWater](https://twitter.com/UNESCOWater) [@UNECEWater](https://twitter.com/UNECEWater)

[UNESCOWater / UNESCOWater](https://www.facebook.com/UNESCOWater) [UNECEWater / UNECEWater](https://www.facebook.com/UNECEWater)

[UNESCOWater / UNESCOWater](https://www.linkedin.com/company/UNESCOWater) [UNECEWater / UNECEWater](https://www.linkedin.com/company/UNECEWater)



UNECE



unesco